

## Article D6111-10 du Code des transports

Date de mise à jour : 8 Juillet 2024

### Notre analyse

La vente, le location, la saisie ou encore la modification des caractéristiques du drone font l'objet d'une mise à jour du registre d'immatriculation. Ces événements doivent être déclarés au Bureau des immatriculations de la DGAC.

Pour mémoire, les drones de plus de 25kg doivent être immatriculés par leur propriétaire (exceptés les drones captifs ou tractés à partir de la surface du sol ou de l'eau).

L'immatriculation d'un drone est réalisée par son inscription au registre français d'immatriculation des aéronefs civils ouvert à la Direction générale à l'aviation civile, et par l'attribution d'un numéro d'immatriculation.

Un certificat d'immatriculation est par ailleurs délivré (dont le modèle est fixé par un [arrêté du 28 juillet 2015](#) relatif aux marques de nationalité et d'immatriculation, à la plaque d'identité et au certificat d'immatriculation des aéronefs).

A noter, lors de toute utilisation d'une drone de plus de 25kg, le télépilote doit être muni du certificat d'immatriculation et être en mesure de le présenter aux autorités en cas de contrôle.

## Article D6111-10 du Code des transports

Les opérations qui donnent lieu à inscription ou transcription sur le registre d'immatriculation sont les suivantes :

- 1° Immatriculation de l'aéronef ;
- 2° Mutation de propriété de l'aéronef ;
- 3° Constitution d'hypothèque ou autre droit réel sur l'aéronef ;
- 4° Location de l'aéronef ;
- 5° Saisie de l'aéronef ;
- 6° Modifications des caractéristiques de l'aéronef ;
- 7° Radiation d'une hypothèque, d'une location ou d'un procès-verbal de saisie ;
- 8° Radiation de l'aéronef.

### Des outils utiles à la mise en oeuvre



Portail AlphaTango, DGAC

Cliquez ici pour accéder à cet outil



Guide sur la catégorie ouverte, DGAC

Cliquez ici pour accéder à cet outil



Guide sur la catégorie spécifique, DGAC

Cliquez ici pour accéder à cet outil